Seizième Année.— N° 2581 — Un numéro : 10 Centimes. — Mardi 27 Juin 1871

ROUBAIX : Rue Nain, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois . . . . 10 f. »
Six mois . . . . 19 »
Un an . . . . 37 »

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France :
Trois mois . . . . . . 11 f. »
Six mois . . . . . . 22 »
Un an . . . . . . 44 »

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M Vanverberghe, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Beghin, libraire, rue Grande-Chaussée, A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 26 JUIN 1871

Élections du 2 juillet

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

NORD.

Candidats du Comité national :

De NÉDONCHEL, propriétaire-agriculteur, Maire de Jolimetz, près Le Quesnoy.

Alfred DUPONT, Avocat à Douai, ancien Bâtonnier, Président de la société d'agriculture, sciences et arts.

BULLETIN QUOTIDIEN

Un télégramme de Vienne nous apprend que le chancelier de l'empire autrichien vient de demander au parlement austro-hongrois et d'obtenir de son vote des subsides importants destinés à faire surveiller « *les développements dangereux pris par l'Association internationale.* »

Voilà un bon exemple ; mais la surveillance ne suffit pas.

En face des menaces que nous avons publiées ces jours derniers ; en présence des défis jetés à « la société actuelle » par les membres dirigeants de l'Internationale et des témoignages de sympathie accordés si formellement à la Commune de Paris, et à ses séïdes ; en suite de l'approbation sans réserve, contenue dans les adresses du conseil général de Londres, des sections de Paris et de Milan, de l'œuvre de destruction commise à Paris par les communards, il importe que la France et les autres nations prennent des mesures énergiques, non seulement contre les développements de l'Internationale, mais contre les instigateurs « de la guerre civile. »

Ils ont bien fait de dévoiler aussi audacieusement leurs projets. Aujourd'hui, la société avertie est en droit de légitime défense, on lui dit qu'elle doit périr, de par la volonté de certains échappés du bagne ou de Cayenne : c'est à elle de se prémunir et de ne perdre aucun temps, quand elle sait que les bandits qui l'outragent et la menacent d'une destruction prochaine s'organisent activement pour prendre « leur revanche. »

Les circonstances sont graves, dit la *Décentralisation*. Que les gouvernements avisent et agissent énergiquement ; il y va du salut de l'ordre, de la liberté et de la civilisation.

Paris-Journal publie une curieuse lettre de M. Haussmann, l'ancien préfet de la Seine, se présentant aux élections de Paris comme candidat républicain. Cette lettre, un peu longue, est écrite évidemment plutôt en vue d'une réhabilitation politique et édilitaire qu'en vue du prochain scrutin, et, sous ce rapport, elle ne paraît pas trop maladroite.

Les élections dans le Nord.

AUX ÉLECTEURS DU NORD

Électeurs,

Choisi par le Comité national comme candidat à la députation, je tiens à vous faire connaître quelle sera ma ligne de conduite, si vous daignez m'honorer de vos suffrages.

Je serai heureux de m'associer à la députation du Nord, interprète fidèle des sentiments religieux et politiques de l'immense majorité de notre département, qui, depuis le 8 février, a donné un si ferme appui au gouvernement pour faire cesser la guerre étrangère et la guerre civile, pour rétablir l'ordre et le crédit sans lesquels notre malheureuse patrie ne pourrait se relever de ses ruines.

Ne craignez pas d'impatience de ma part, pour l'époque où devra être traitée la question du gouvernement définitif. Loin de vouloir précipiter une solution si importante, je serai du nombre de ceux qui se font un devoir de prendre uniquement conseil des intérêts supérieurs de la patrie.

J'appuierai de tous mes efforts la décentralisation qui doit nous rendre l'administration du pays par le pays.

L'industrie et le commerce de notre département trouveront en moi un protecteur zélé, et les intérêts agricoles auxquels je suis si intimement lié comme propriétaire et comme agriculteur, seront l'objet de ma constante sollicitude.

Électeurs,

Qu'une seule pensée vous amène au scrutin ; qu'un seul désir, le salut de la France, soit le lien qui nous unisse tous !

H. DE NÉDONCHELLE.

Le Jolimetz, 23 juin 1871.

M. le général Faidherbe adresse la lettre suivante au *Mémorial de Lille* :

Lille, le 25 juin 1871.

« Monsieur le rédacteur,

« Je vous somme, au nom de la loi, de publier dans votre plus prochain numéro la réponse suivante à une calomnie dirigée contre moi dans votre numéro du 24.

« Vous dites que je suis resté neutre entre les communeux et la France et que, si le cas se représentait, je recommencerais à rester neutre.

« La première assertion est un mensonge absurde, la seconde une insolence.

« Le gouvernement ne m'a offert aucun commandement à l'armée de Versailles. J'en exerçais un très important à la 3e division militaire ; je me suis empressé d'envoyer les troupes, l'artillerie et le matériel dont je disposais, comme c'était mon devoir, pour combattre la révolte.

« J'étais aussi chargé de former des bataillons de volontaires pour les envoyer au secours de l'Assemblée ; le gouvernement avait fait, à ce sujet, un appel aux bons citoyens. — Or, votre nom ne figurait pas parmi les 15 ou 16 qui se sont fait inscrire.— C'est donc vous qui êtes resté sourd à l'appel de la France et neutre entre elle et les communeux, et non pas moi, car j'ai rempli toutes les obligations de mon service.

« J'ai l'honneur d'être

« Votre très humble serviteur,

« Général L. FAIDHERBE. »

Voici la réponse du *Mémorial* :

D'abord, M. le général Faidherbe n'avait pas besoin d'invoquer la loi. Il n'avait qu'à nous écrire sans sommation et sa lettre eût paru sans retard.

En second lieu, nous aurons l'honneur de lui dire que si nous publions sa lettre, c'est que nous avons pour habitude de pousser la loyauté jusqu'au scrupule en matière de polémique. Nous pouvions, en effet, nous refuser à cette insertion parce que la loi n'ordonne pas la publication de lettres contenant des injures. Or, dans sa lettre, le général nous fait l'honneur de nous adresser des injures qui ne prouvent rien quant au débat actuel et qu'il aurait dû s'épargner. Mais enfin nous publions cette lettre et nous allons essayer d'y répondre.

Quel est le débat ?

Avant-hier, le *Propagateur* parlant du général Faidherbe dit que « le général est resté neutre dans la bataille entre le gouvernement et l'insurrection et il se demande ce qu'il ferait si les mêmes circonstances se représentaient. »

Nous avons cru pouvoir répondre au *Propagateur* qu'il était à supposer qu'ayant été neutre une première fois, le général le serait une seconde.

Il paraît que nous avons calomnié le général ; il nous le dit et il justifie sa conduite en ajoutant que « le gouvernement ne lui a offert aucun commandement à l'armée de Versailles, qu'il en exerçait un très important à la 3e division militaire ; qu'il s'est empressé d'envoyer les troupes, l'artillerie et le matériel dont il disposait pour combattre la révolte. »

Evidemment, le général ne pouvait faire moins que d'envoyer à Versailles ses troupes et son matériel, dont il n'avait pas besoin à Lille. Mais est-ce bien de cela qu'il s'agit ? Nous ne le pensons pas.

Il s'agit de son concours personnel. Or, que le général nous permette de le lui dire, voici ce qui s'est dit à Lille et qu'il peut démentir si ce n'est pas vrai.

Est-il exact que le général ait été demandé à Versailles dès le commencement de l'insurrection ; que parti de Lille pour Versailles, il s'est arrêté à Saint-Denis ; que de là il a envoyé son aide de camp à Versailles ; que son aide de camp est revenu à St-Denis et que le jour même tous deux sont revenus à Lille ?

Si ces faits ne sont pas exacts, le général devra s'estimer heureux que nous lui ayons fourni l'occasion de les démentir (et il n'aura pas besoin de nous injurier pour cela ;) si, au contraire, ils sont vrais, il jugera sans doute à propos de les expliquer et nous lui aurons encore rendu un petit service à propos duquel il pourra nous écrire, au nom de la loi, et toujours sans nous injurier, ce qui sera plus digne et de lui et de nous.

Quant à la grosse pointe qu'il veut bien nous adresser, elle nous a fait sourire.

En effet, le gouvernement a appelé des volontaires. Il s'en est présenté 16 et nous n'y étions pas.

D'abord, ce chiffre prouve que nous nous sommes abstenus en bonne et nombreuse compagnie ; mais que le général nous permette deux mots rétrospectifs et personnels.

En 1848, nous faisions partie, à Paris, du bataillon de la garde nationale de la rue Hauteville.

Après avoir pris les armes en mars, en avril, en mai, car sous cette heureuse république on se bat constamment, nous dûmes les prendre encore les 21, 22, 23 et 24 juin.

Ce furent de cruelles journées et de cruelles nuits. Nous avions alors 31 ans et nous eûmes l'honneur, comme nos concitoyens, de faire le coup de fusil contre une insurrection qui, elle aussi, était formidable.

Nous avons alors payé notre dette. Aujourd'hui, malheureusement pour nous, l'âge et les infirmités nous ont mis à l'écart et nous sommes *neutre* par force majeure et sans arrière-pensée.

En résumé, et pour élever le débat en le plaçant sur son véritable terrain, que demande-t-on au général ? Qu'il explique les bruits qui ont couru à Lille sur son attitude ; qu'il dise nettement quelles sont ses idées politiques et quel gouvernement lui semble le meilleur ; s'il veut continuer le provisoire actuel ou bien changer en définitif : République ou Monarchie ; et si ce définitif, à son avis, doit être obtenu par un vote de l'Assemblée ou bien par le suffrage universel.

Tout cela est fort simple ; un candidat doit ces explications à tous les électeurs dont il sollicite le suffrages ; il doit les éclairer, parler loyalement, sans ambiguïtés, comme le fait tout citoyen qui pose sa candidature, et il peut le faire aussi sans injurier ses interlocuteurs, car les injures n'ajoutent rien aux arguments.

S'il nous fait l'honneur de nous adresser ces explications, le général peut être certain que nous nous empresserons de les publier . . . . sans sommation.

A. ESPARBIÉ.

Les candidatures bonapartistes ne sont plus un mystère. On les démentait encore, il y a quelques jours ; elles s'avouent aujourd'hui dans plusieurs départements. Divers chefs de file, M. Rouher en tête, attendent les suffrages des électeurs, et ces suffrages sont vivement sollicités par des journaux officieux de l'empire, qui se disent maintenant républicains. Nous n'étions donc pas mal avisés quand nous émettions des soupçons sur le sens de ce républicanisme là.

C'est à Bordeaux que la manœuvre paraît s'exécuter le plus largement. Dans cette ville, il y a jusqu'à quatre candidats bonapartistes, et des plus accentués, soutenus par le *Journal de Bordeaux*, organe de l'ancienne préfecture, prêchant actuellement le maintien du provisoire et de la République.

Assurément, les candidatures bonapartistes posées ici et là ne réussiront pas toutes ; mais les plus marquantes ont chance de triompher. Le parti républicain n'a compté pendant longtemps que cinq députés au Corps législatif. Le parti bonapartiste a déjà six représentants, qui se sont révélés le jour où l'Assemblée vota la déchéance de la dynastie napoléonienne. Le scrutin du 2 juillet lui donnera bien encore une douzaine de voix importantes dans l'Assemblée. Ce n'est rien et c'est beaucoup. Ce n'est rien eu égard au nombre total des représentants dont se compose l'Assemblée. Mais c'est beaucoup, si l'on fait attention que la chute ignominieuse de l'empire ne date pas encore de neuf mois. Pendant ces neuf mois, il a donc fallu que les républicains accumulassent assez de sottises, de folies, de crimes même, de fautes de tout genre, pour rendre possible le retour vers l'empire d'une fraction de l'opinion publique.

Les retours d'opinions, même partiels, ne s'opèrent ordinaire qu'à la longue ; cette fois-ci la République aura fait un prodige, car c'est vraiment un prodige que des hommes honnêtes et intelligents puissent encore penser aux Bonaparte, après une chute comme celle dont nous avons été témoins. De 1815 à 1830, les républicains travaillèrent avec les bonapartistes ; ils travaillèrent pour eux sous le gouvernement de juillet ; et ils employèrent leur activité et leur intelligence en 1848 à déblayer le terrain pour l'empire. Aujourd'hui ils rendent encore le même service à cette dynastie néfaste. Il ne faut jamais désespérer du patriotisme et du bons sens des républicains !

Les députés bonapartistes posséderont, dans l'Assemblée nationale, une force réelle sur le terrain des questions économiques et financières. M. Rouher, M. Magne et quelques autres ont leurs chevaux de bataille tout prêts. Dès le premier jour, leur voix aura de l'écho dans quelques grandes villes industrielles. Il y a là un danger réel pour le gouvernement et pour l'Assemblée.

(*Décentralisation.*) CHARLES GARNIER.

On annonçait depuis quelques jours un manifeste de M. Louis Blanc ; ce document a paru samedi, à Paris, sous forme de lettre dans la *Nation souveraine*, journal à un sou de la République démocratique et sociale. Jamais M. Louis Blanc n'avait été aussi paradoxal, jamais peut-être son beau langage n'avait servi à envelopper une page de plus nombreuses et de plus grossières erreurs. Partant de ce point que l'ordre c'est la République, et que la monarchie conduit fatalement à l'anarchie, l'on comprend que l'historien et le penseur soient amenés forcément à des conséquences réprouvées par l'histoire et par la raison et se voient condamnés à conseiller l'impossible, c'est-à-dire l'unité dans la République et la discipline parmi les républicains.

« *Les résultats de l'enseignement libre*
« *sont presque partout supérieurs à ceux*
« *des établissements qui dépendent de*
« *nous.* »

Qui dit cela ? M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique, grand maître de l'Université.

Cet important et loyal aveu est extrait d'une circulaire que M. Jules Simon vient d'adresser aux recteurs d'académie.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.
DU 27 JUIN 1871.

— 57 —

LE
DERNIER IRLANDAIS

PAR

ÉLIE BERTHET

XVII

LES COLPORTEURS

SUITE

Vous avez vu ce beau gentilhomme français qui est toujours près d'elle, qui l'accompagne à la promenade, qui tient la bride de son poney ? Je me suis laissé dire...

Les vieilles femmes, lancées à pleines voiles sur l'océan de leurs commérages habituels, oubliaient devant qui elles parlaient ; leur verve dénigrante n'était pas près de s'arrêter, quand M. Foster, remis enfin de son trouble, demanda avec un reste d'émotion :

— Mais, du moins, miss Nelly .. je veux dire lady Clinton, sait compatir aux souffrances de ses tenanciers ? Elle était bonne autrefois ; maintenant qu'elle est maîtresse à Stone-House, elle doit répandre autour d'elle les aumônes et les bienfaits ?—On voit bien que Votre Honneur ne connaît pas les grands ! répliqua Jenny avec aigreur ; oui, en effet, quand quand milady était encore jeune fille, elle se montrait assez compatissante pour le pauvre monde, et j'ai passé bien des heures à la guetter, pour lui demander une pièce de six pences... Mais depuis qu'elle s'est échappée des mains des white-boys du Connemara, et surtout depuis son mariage, elle est bien changée ! Elle ne vient que rarement à Stone-House, et, quand elle y vient, elle a toujours un cortége de ces grandes gens de Londres ou une garde de laquais galonnés, qui empêchent de l'approcher.

C'est une joyeuse dame, qui ne songe qu'à rire, chanter et se divertir. D'ailleurs, comment lui resterait-il de l'argent pour des aumônes ? On dit qu'elle dépense les yeux de la tête en parures, en carrosses et en dentelles, tandis que milord se ruine, de son côté, en chevaux, en paris et en maîtresse. Le pauvre Dick Mahony, que nous avons enterré ce matin, a fait la malheureuse expérience que lady Clinton ne valait pas miss Avonle. Dernièrement, il est parvenu, je ne sais comment, jusqu'à elle et il lui a exposé sa détresse, en lui insinuant que s'il ne pouvait sortir d'affaire, il serait poussé peut-être à se détruire et perdre ainsi à la fois son corps et son âme. Qu'a fait milady ? Elle lui a mis dans la main une demi-couronne en lui disant : « Tenez, mon pauvre Mahony, vos jérémiades vont m'attrister pour le reste de la journée... Je n'aime pas à entendre parler de la misère » Là-dessus elle est allée, avec le beau Français se promener dans le parc, et le lendemain on a trouvé Dick pendu à un arbre de son enclos.

Foster porta la main à son front, comme s'il venait d'y recevoir un coup violent. Afin qu'on ne remarquât pas cette rechute de son maître, Kennedy s'empressa de prendre la parole.

— Votre portrait de milady Clinton n'est pas flatteur, brave femme, dit-il ; nous avions l'intention d'aller à Stone-House lui offrir nos marchandises, mais vous ne nous encouragez pas à tenter une pareille démarche. — Et vous aurez raison, maître Kennedy, de ne pas la tenter, car on vous chasserait impitoyablement aussitôt que vous auriez dépassé la grille. D'ailleurs, quel besoin pourrait avoir milady de vos marchandises ? Vous n'auriez rien d'assez beau, d'assez cher pour elle. Ses acquisitions se font à Paris ou à Londres ; elle se croirait déshonorée d'acheter quoi que ce fût dans la pauvre Irlande. Croyez-moi donc : demain, continuez votre route sans aller à Stone-House ; vous y seriez mal reçus, surtout si vous êtes Irlandais et catholiques, comme vous paraissez l'être.

Il y eut un moment de silence dans le cottage. Kennedy s'était tourné vers son maître, comme pour prendre son avis.

— Non, dit enfin Foster avec effort, je n'aurai pas affronté inutilement tant de fatigues, tant de dangers !... Il faut que je la voie, ne fût-ce qu'un instant ! — Votre Honneur devrait suivre le conseil de cette femme, dit Kennedy d'un ton de regret, mais, puisque vous l'exigez absolument...

Vous entendez, mes braves dames, continua-t-il en s'adressant aux commères, mon maître ne veut pas avoir perdu son temps et ses peines en venant dans ce pays. Et, au fait, si l'on ne veut rien à milady Clinton, on pourra vendre du moins aux autres dames de sa compagnie ou aux gens de service. Quelqu'une de vous ne saurait-elle trouver moyen de nous introduire au château ? Vous devez connaître un concierge, un domestique influent de milady, et peut-être parviendrait-on, grâce à son appui... Tenez, je suis sûr que mon maître ne refuserait pas de donner une belle robe de toile peinte à celle qui lui procurerait l'entrée de Stone-House.

Cette promesse excita au dernier point la convoitise des trois vieilles femmes. Aucune d'elles, dans sa longue existence, n'avait possédé une robe entièrement neuve ; la plus privilégiée, au temps de ses beaux jours, n'avait porté que ces méchantes robes de rebut que l'on va vendre en Irlande quand les femmes de chambre d'Angleterre n'en veulent plus.

Malheureusement, ce splendide cadeau était à un prix auquel deux d'entre elles ne pouvaient atteindre.

— Ah ! pauvre *corps* que je suis, commença Jenny en levant les yeux au ciel, la belle robe ne sera pas pour moi... Tous ces domestiques du château semblent m'avoir en horreur ; l'autre jour, que je me tenais près de la grille, espérant voir passer les gentlemen et les ladies pour leur demander de quoi acheter un peu de tabac, M. Clarance l'ancien valet de chambre du vieux lord, aujourd'hui intendant de Stone-house, m'a menacée de sa canne s'il me voyait jamais à cette place... Je m'en suis allée sans rien dire ; mais on le connaît, cet insolent coquin qui vint donner la main aux rebelles, quand ils brûlèrent l'ancienne maison, et qui a eu l'art de persuader au lord qu'il était resté pour la défendre ! — Et ce scélérat de Tyler, qui est aujourd'hui bailli de la terre d'Avondale, ne vaut pas mieux, voisine, dit Alison d'un ton larmoyant ; ne sait-on pas que ce fut lui qui dénonça au grand comte Richard O'Byrne le ministre Bruce, caché dans une garde-robe ? Et bien, Tyler, que je rencontrai l'autre jour en allant rôder autour des cuisines pour obtenir les restes dont ne voudrait pas la meute de milord, me chassa impitoyablement et me menaça de me faire conduire à la maison de correction, s'il me retrouvait dans l'enceinte de Stone-House, si bien que je lui dis... — Allons ! commères, interrompit mistress O'Flanagan, pourquoi rompre les oreilles de ces gentlemen, si vous ne pouvez leur rendre le service qu'ils demandent ?... Quant à moi, pour être agréable à Leurs Honneurs, j'essayerai demain quelque